

liste est très longue et à quoi bon démontrer à chacun que cette privatisation, loin d'être un cas isolé, s'insère dans le démantèlement d'une longue série d'entreprises mises en place, pas toujours mais dans la plupart des cas, pour servir les Canadiens de tout le pays et pas seulement ceux d'Ottawa, Montréal ou Toronto.

De la façon dont le gouvernement procède avec toutes ces privatisations, je crains que nous enlevions beaucoup de sable du bac à sable. Lorsqu'on vide le bac à sable, il arrive un point où les enfants ne veulent plus y jouer. Pour eux ce n'est plus un bac à sable, mais simplement un bac. Si le gouvernement, poussé, je le maintiens, par des motifs idéologiques, poursuit cette ligne de conduite et continue de privatiser à tout va, il réussira à tout bazararder. Il ne nous restera plus alors qu'une coquille géographique vide de toute présence canadienne. Ce besoin de liquider ces institutions et entreprises canadienne me semble témoigner d'une pénurie de politiques.

• (1150)

Le gouvernement, voyant qu'il n'y a pas d'objectifs nationaux en vue, liquide les moyens de les réaliser.

Je suis, en tant que député de Scarborough, un résident temporaire d'Ottawa. Les Canadiens qui habitent de grandes villes comme Vancouver, Montréal et Halifax, sont entourés dans leur milieu urbain d'un grand nombre d'institutions. Impossible de quitter la maison sans trébucher sur elles; les trottoirs, les égouts et les panneaux d'arrêt en sont des manifestations tangibles. Mais ces villes ne représentent qu'une partie du Canada.

Il y a des gens qui ne vivent pas dans des agglomérations urbaines comme Ottawa, qui ne sont pas entourés de toutes ces institutions nationales comme le Parlement et les magnifiques hôtels de ville. Ce sont les travailleurs qui n'ont pas l'occasion de voir ces institutions canadiennes, d'y participer ou de poursuivre des objectifs qui y sont liés. C'est là un secteur où le gouvernement a manqué le coche. Celui-ci a oublié qu'il devait fournir aux Canadiens de chaque région, et non seulement à ceux qui vivent dans des agglomérations urbaines regroupant un grand nombre d'électeurs, un leadership institutionnel, une présence et une raison de se sentir fiers d'être Canadiens.

Le ministre vient tout juste de dire à la Chambre que Petro-Canada ne servait aucune fin d'utilité publique. Nous savons tous que cela est vrai. Toutefois, la seule raison pour laquelle il en est ainsi est que le gouvernement a enlevé cette responsabilité à Petro-Canada en 1984. En effet, celui-ci a publiquement exigé que la société se comporte comme une entreprise axée sur les

Initiatives ministérielles

profits et n'ayant aucun mandat lié à une politique officielle. Or, ce n'est pas pour cela que Petro-Canada a été créée au départ.

Il est très facile pour le gouvernement de dire que Petro-Canada ne sert aucune fin d'utilité publique. Cette société ne peut pas servir une telle fin, puisque le gouvernement lui a enlevé cette responsabilité en 1984.

J'ai aussi remarqué comment le gouvernement a progressivement modifié le jargon de la privatisation. Lorsque cette politique de privatisation est apparue, il y a 10 ou 20 ans, on parlait de liquidation ou de cession, alors qu'on parle maintenant de privatisation. Toutefois, ce terme n'est pas encore assez aseptisé, de sorte que l'on emploie maintenant des euphémismes comme le titre du projet de loi à l'étude et qu'on parle de participation publique.

Une société d'État n'est-elle pas le modèle même d'une entreprise axée sur la participation publique? Comment une participation peut-elle être plus publique que dans le cas d'une société d'État? Avons-nous bouclé la boucle? Dans les discussions sur les initiatives de privatisation du gouvernement, on entend par participation publique la vente d'actions sur le marché. Il ne s'agit pas de la seule notion de participation publique qui existe au pays; par conséquent, pourquoi s'efforcer de donner une connotation plus favorable à l'expression? Pourquoi le gouvernement doit-il changer la désignation de la mesure qu'il prend? Je pense que c'est parce que des expressions comme céder, liquider, sacrifier et privatiser cachent des réalités pénibles.

Le gouvernement aime parler de participation. Pourtant, il ne trompe personne. Il est facile de vendre. C'est l'initiative la plus facile que ce gouvernement ait prise. Il est très facile pour un liquidateur de vendre n'importe quel élément d'actif.

Il suffit d'annoncer la vente et d'attendre d'obtenir le meilleur prix possible. En fait, un liquidateur n'a même pas à se préoccuper du prix de vente, puisqu'il touche de toute façon une commission. C'est le cas pour n'importe quel courtier ou souscripteur lorsqu'un groupe participe à une cession ou à une liquidation. Je n'ai rien contre ce principe. Ces gens font leur travail. Mais comme c'est facile! Nous nous retrouverons dans un cul-de-sac si tout ce que nous faisons c'est de vendre, de vendre et de vendre encore. Où le gouvernement s'arrêtera-t-il? Je suppose qu'il arrêtera lorsqu'il n'y aura plus rien à vendre.

Il y a des bureaux de poste? Pourquoi ne pas les vendre?